

TRANSPORT

Les couacs du tramway de Constantine

Prévue initialement pour le premier trimestre de 2011, la mise en exploitation du tramway de Constantine a été, en raison de contraintes techniques, différée de cinq mois. Des contraintes qui, à en croire un responsable du groupement de réalisation franco-italien Alstom-Pizzaroti, «persistent toujours et pourraient, dans le cas où aucune solution concrète n'est apportée, conduire à la prorogation du délai d'achèvement des travaux». En d'autres termes, la réception du tramway de Constantine pourrait connaître, encore une fois, des retards.

«Un léger retard qui ne saurait dépasser cinq mois», avait indiqué l'ex-wali de Constantine, M. Boudiaf, lors d'une visite d'inspection sur les chantiers de ce projet qui a fait couler beaucoup d'encre.

Un retard qu'il avait qualifié de «légitime, étant donné que partout dans le monde, les chantiers d'une telle envergure connaissent des contretemps techniquement justifiables et matériellement vérifiables».

En effet, une note descriptive relative à l'état des lieux des chantiers du projet établie par le groupement de réalisation, le 23 février 2011, soit le jour même de la visite d'inspection de Amar Tou, ministre des Transports, à Constantine, fait état de «la persistance des mêmes problèmes d'ordre technique et financier».

Cela dit, il est question aujourd'hui de savoir si ce même groupement est en mesure, au regard des difficultés soulevées par ses responsables dernièrement, de rattraper les retards déjà accumulés et, par la même occasion, respecter les nouveaux délais convenus ? Il s'agit, affirme-t-on, d'un retard provoqué par les

autorités locales dans la «libération» des emprises de terrain nécessaires à la réalisation du projet. «A ce jour, après l'expiration du délai contractuel le 27 mois, aucune des dix zones du projet n'a été intégralement mise à la disposition du groupement», lit-on dans cette note qui mentionne que «le pourcentage des zones remises au groupement est estimé à 52 % environ».

Parmi ces zones se trouvant sur le tracé du tramway et qui n'ont pas encore été mises à la disposition du groupement, on peut citer, à titre d'exemple, le parc de la police, situé à l'entrée de la zone industrielle «le Palma».

Lequel parc sera, d'ailleurs, rasé incessamment, «une fois l'opération de délocalisation en cours entreprise par les services de la Sûreté terminée», a expliqué, mercredi dernier, le chef de sûreté de Constantine. Ceci afin de permettre l'achèvement de la réalisation d'un viaduc entre la zone industrielle le Palma et l'Université Mentouri, sur une largeur totale de 11,60 m et une longueur de 460 m. Il sera livré, a expliqué le chef du projet, au

mois de juin de l'année en cours. Concernant le problème qui se pose au niveau de la trémie située en contrebas de la mosquée Emir-Abdelkader, il semblerait, croit-on savoir, que «rien n'ait été encore réglé.»

Selon la même source, «il est question également d'un retard accusé dans l'encaissement des situations mensuelles et des avances sur approvisionnements».

Il s'agit, en effet «des acomptes 24, 25 et 26 correspondant respectivement aux mois d'octobre, novembre et décembre 2010 pour un montant global de 7,7 millions d'euros, en sus des avances sur approvisionnements qui s'élèvent à un montant total de 18,4 millions d'euros», soit «un déséquilibre dans l'économie du projet de l'ordre de 26,1 millions d'euros.»

Ce déséquilibre dans l'économie du projet, souligne-t-on, «a fait l'objet d'un dossier qui a été transmis à l'Entreprise du métro d'Alger (EMA), en octobre 2010, et qui est en train d'être discuté par les parties concernées avec un certain retard par rapport aux engagements établis avec l'EMA». La réparation du «déséquilibre dans l'économie du projet étant une condition essentielle pour permettre une exécution correcte des obligations contractuelles».

Sur ce point précis, relevé par le chef du projet, le ministre des Transports a estimé que «l'Algérie a, de tout temps, respecté ses engagements financiers vis-à-vis

de ses partenaires». Il semblerait, toutefois, qu'entre le groupement de réalisation Alstom-Pizzaroti et l'Entreprise du métro d'Alger (EMA), il existe un flagrant manque de «coordination».

Sur un autre chapitre, le mécontentement des quelque 1 100 ouvriers employés dans ce chantier, qui s'est traduit par plusieurs arrêts de travail, affecte l'avancement des travaux.

Un malaise qui, rappelons-le, a conduit ces derniers à observer plusieurs mouvements de grève, dont le plus important avait paralysé le chantier durant trois jours (26, 27 et 28 septembre). La plate-forme de revendications soulevée par les travailleurs tourne, essentiellement, autour du «paiement de la prime de panier afférente au mois de Ramadan ainsi que des primes de rendement individuel et collectif (PRI-PRC)». A ce jour, la tension persiste toujours au sein du groupement.

Par ailleurs, le début de l'opération de pose des rails sur une longueur de 9 km prendra effet dès le mois d'avril prochain», a indiqué le chef du projet. Un projet qui comptera, à sa réception, sept modules d'une capacité de transport de 6 000 passagers par heure dans les deux sens, avec une moyenne de 400 personnes par rame, seize stations et trois pôles d'échange qui assureront le relais avec les stations dites multimodales entre les différents moyens de transport, comme les taxis, le train et les autobus.

Farid Benzaid

AÏN DEFLA

Les pompiers célèbrent leur Journée mondiale

La célébration de la Journée mondiale de la Protection civile, qui coïncide avec le 1^{er} mars de chaque année, pour commémorer la constitution en 1972 de l'Organisation internationale de la Protection civile, dont l'Algérie est

membre, en remplacement des «Lieux de Genève», espaces de protection des populations en cas de conflits armés, créés en 1931, a fait l'objet hier d'une manifestation particulière, organisée par la Direction de la Protection civile au sein de son école de formation située dans le quartier El Khechab.

La délégation officielle a assisté à une simulation de sauvetage des occupants d'un appartement en feu situé au 4^e étage d'un bâtiment construit à l'effet d'exercices pratiques. Explosion, incendies, fumée dense, cage d'escalier impraticable, les hommes au casque d'argent, dont une jeune femme, ont escaladé le bâtiment, pénétré dans l'appartement en passant par l'extérieur, soustrait des flammes les figurants en les évacuant par les airs à l'aide de filins, le tout en un temps record, ce qui a suscité de l'admiration et des applaudissements.

Cette démonstration a été suivie de deux autres. Le sauvetage d'un homme sous les décombres, son extraction et son évacuation, le sauvetage en zone inondée.

La revue des matériels roulants de la Protection civile, des équipements pour les interventions de nuit a permis de constater les investissements importants consentis pour le développement de la Protection civile. Cette journée a aussi été l'occasion de décorer des

agents, des sous-officiers et des officiers promus au grade supérieur : un lieutenant a été promu capitaine, quatre adjudants sont passés au grade de sous-lieutenant, un caporal au grade de sergent et 18 agents au grade de caporal.

Concernant la couverture du territoire de la wilaya, il reste quatre daïras à pourvoir en unités sur les quatorze. Selon le directeur de la Protection civile, M. Hassani, la couverture des quatorze daïras sera parachevée dans le cadre de l'actuel plan quinquennal.

Par ailleurs, il est prévu la réalisation prochaine de 3 unités d'intervention sur les 114 km du tronçon autoroutier qui traverse le territoire de la wilaya de Aïn Defla. On indique aussi que la wilaya sera dotée de sa propre colonne mobile, indépendamment de celle de la wilaya de Médéa, à laquelle Aïn Defla était rattachée.

Sur le plan de la formation, Aïn Defla possède une école qui forme des agents pour ses propres besoins et ceux des wilayas limitrophes. L'élément féminin commence à être intégré au sein de la Protection civile, indique-t-on. Déjà trois femmes sont investies de grandes responsabilités au niveau central et quatre autres sont en formation de pilotes d'avion.

Karim O.

JIJEL

SIT-IN DEVANT LE SIÈGE DE LA WILAYA

La grogne des gardes communaux

Des gardes communaux ont tenu, hier matin, un sit-in devant la siège de la Wilaya en signe de protestation contre leurs conditions socioprofessionnelles qu'ils jugent difficiles.

Les protestataires, dont le nombre est estimé à une centaine, réclament, entre autres, la révision du régime indemnitaire et son application avec effet rétroactif à compter de 2008 ainsi que l'institution de la prime de risque, à l'instar des autres corps constitués sans oublier celle du panier. Les animateurs de ce mouvement de contestation ont demandé à rencontrer le wali pour lui faire part de leurs revendications socioprofessionnelles tout en mettant en avant leur contribution dans la lutte antiterroriste. Il convient de signaler que la wilaya de Jijel compte pas moins de 3 000 agents municipaux. Notons que la protesta s'est poursuivie jusqu'au soir, sous une pluie battante.

B. Ines

Suicide d'un homme à Chekfa

Milat Mohamed, quinquagénaire et célibataire, s'est suicidé hier au lieu-dit Hemimera, situé à 5 km à l'est de la commune de Chekfa, à une vingtaine de kilomètres du chef-lieu de wilaya.

Il s'est jeté du haut d'un poteau électrique aux environs de 9h du matin. Le quinquagénaire, qui est mort sur le coup,, souffrait de troubles psychiques.

Notons que c'est le quatrième suicide en l'espace de dix jours après ceux de deux femmes où Ouled Yahia et un autre cas à Djemaâ Beni Hebibi.

B. I.

Les habitants de Boutaleb ferment la route

Les habitants de la localité de Boutaleb, dans la commune de Chekfa, ont procédé, hier, à la fermeture du chemin de wilaya 147 C reliant la daïra à la commune d'El-Kennar en signe de protestation contre la dégradation de leur cadre de vie. Selon un animateur de ce mouvement de contestation joint par téléphone, les citoyens réclament le raccordement au gaz naturel. Ils exigent également la réalisation de la deuxième tranche du réseau d'assainissement de la localité et la réhabilitation du chemin reliant le CW 174 à leur mehta. Il est vrai que celui-ci se trouve dans un état impraticable, notamment en hiver. Notre interlocuteur a affirmé que les animateurs de ce mouvement interpellent le wali pour la prise en charge de leurs préoccupations ayant trait à leur cadre de vie.

On a également appris que le maire s'est déplacé sur les lieux de la contestation où il s'est engagé à prendre en charge les doléances des protestataires.

B. I.

MOSTAGANEM

Découverte macabre à la vieille gare ferroviaire

Des passants qui foulaient un sentier à la vieille gare ferroviaire du centre-ville ont découvert un corps gisant sur le sol dans la nuit de lundi à mardi. Il s'agit d'un homme âgé d'environ 82 ans qui présentait des traces de violence au niveau de la tête.

Aussitôt alertés, les services de sécurité et de la Protection civile se sont dépêchés sur les lieux pour constater les faits. La dépouille mortelle a été évacuée vers la morgue de l'hôpital de la ville pour identification et autopsie. La police a ouvert une enquête pour déterminer les causes exactes de cette mort.

A. B.